# **Termes de Reference**

# **Activité : B4 – 4.1 a Mission d'expertise sur la typologie des services communaux et des procédures administratives disponibles**

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du Projet | Programme d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones #PAGOF |
| Partenaires | Tunisie, Côte d’Ivoire, Burkina Faso |
| Opérateurs | Expertise France et CFi |
| Directrice de Projet | Emilie Bècle – Julie Abrivard |
| Email | Emilie.becle@expertisefrance.fr; jad@cfi.fr |
| Pays/institution | **Cote d’Ivoire – Administration**  |
| Opérateur sur l’activité | **Expertise France** |
| Activité | **B4 – 4.1 a Mission d'expertise sur la typologie des services communaux et des procédures administratives disponibles** |

Lors de sa co-présidence du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO - sept. 16-sept. 17), et dans le cadre de son Plan d’Action National 2018-2020, la France s’est engagée à soutenir la transparence de l’action publique au niveau international en affichant un soutien aux pays francophones dans la mise en œuvre de leur plan d’action. Le Gouvernement français a ainsi décidé de mettre en place, via un financement de l’AFD, le **Projet d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF)**.

Sur cette base l’AFD a décidé de confier à Expertise France (Agence française d’Expertise Technique Internationale) et CFi (Agence Française de développement médias) ce projet d’Assistance Technique, d’une durée de 3 ans, à destination des pays d’Afrique francophone, et ainsi d’accompagner ces derniers dans la mise en œuvre de leur réforme de gouvernement ouvert. Ce volet cible en priorité les 3 pays déjà membres de l’initiative internationale, à savoir la Tunisie, le Burkina Faso et la Côte d’Ivoire.

L’objectif général du #PAGOF est de soutenir et accompagner les administrations et la société civile (dont les médias) des pays bénéficiaires (Tunisie, Burkina Faso et Côte d’Ivoire) dans la réalisation de leurs engagements en lien avec le gouvernement ouvert afin de respecter les principes du PGO que sont la transparence de l’action publique et l’accès aux données, l’intégrité de l’action publique et des agents publics et l’utilisation des nouvelles technologies en faveur de l’ouverture et de la redevabilité. Il vise également à sensibiliser et soutenir les efforts des pays d’Afrique francophone dans leur démarche d’adhésion au PGO. Dans ce cadre, Expertise France se chargera plus particulièrement de l’appui aux autorités, et CFi de l’appui aux organisations de la société civile (dont les médias).

Deux axes d’intervention ont été priorisés pour chaque pays : le premier (Axe A) se concentre sur des activités de sensibilisation aux principes de gouvernement ouvert et principes méthodologiques liés au PGO ; le second (Axe B) s’attache à appuyer la mise en œuvre technique des Engagements pris par chaque pays dans le cadre de leur Plan d’Action National (PAN).

# Description des Objectifs de l’activité

L’activité s’exerce dans le cadre de la mise en œuvre technique des Engagements pris par chaque pays dans le cadre de leur PAN (Axe B) et plus particulièrement sur l’Engagement 13 : « La mise en place de 5 Comités de Lutte contre le Racket (CLR) ».

L’objectif de cet engagement est de lutter contre la corruption et les pratiques de racket dans les services publics et privés des collectivités territoriales. Au-delà de la création de mécanismes locaux de suivi et de contrôle (les comités locaux anti-racket - CLR), il y a nécessité de sensibiliser les agents locaux à leurs devoirs et de diffuser les informations de base concernant l’accès aux documents et services publics auxquels les citoyens ont naturellement.

L’Objectif de l’activité est :

* Elaborer une typologie des services communaux standards aux Citoyens qui recense les services essentiels délivrés quotidiennement par les communes aux citoyens afin de faciliter l'accès à l'information sur leurs droits et limiter les situations de corruption.

*Cette activité sera suivie de l’activité B4-4.1.b qui aura pour but d’élaborer sur la base de cette typologie un guide pratique et ludique/illustré contenant les procédures administratives/services publics les plus demandées.*

*Une fois publié, ce guide vise à atteindre les objectifs suivants:*

* *Permettre l'accès à l'information au grand public concernant les prestations de services municipaux en Côte d’Ivoire.*
* *Faciliter l'accès aux services de base fournis par les communes ivoiriennes.*
* *Et enfin, renforcer la lutte contre la corruption et l'escroquerie des fonds locaux destinés au développement local.*

Plus spécifiquement, l’expert devra contribuer à :

* Faire une étude et recueillir des données afin de déterminer :
	+ Une typologie de services municipaux les plus utilisés/demandés et fournis directement par les communes en Côte d’Ivoire (services d’état civil, de construction, services fonciers, santé, etc…) ;
	+ Les exigences de base pour accéder aux services municipaux en Côte d’Ivoire (documents requis, cout du service, etc…) ;
	+ La procédure requise pour les services vitaux de la commune (délai légaux d’obtention, date de validité des actes, procédure pour un recours, etc…) ;
	+ **l’accent doit être mis sur la nature des frais à payer et les voix de recours en cas d’abus : quels services sont payant et pourquoi, quels service ne le sont pas et pourquoi et voies de recours.**
	+ Les sanctions potentielles en cas de racket/corruption
	+ Les problèmes existants, les lacunes et les défis auxquels sont confrontés les citoyens;
* Formaliser ces données sous forme de données ouvertes publiables et utilisables (type tableau xls) à la fois par le citoyen, et dans la perspective d’élaborer un guide ludique/illustré contenant les procédures administratives/services publics les plus demandées.

# Livrables

* Typologie des services publics communaux
* Rapport de mission : Etude avec toutes les données, informations recueillies lors de la mission.

# Type de contrat

Court terme

# Nombre de jours d’expertise

Maximum de 6-8 jours

# Calendrier prévisionnel

Octobre ou novembre 2018

# Lieu d’exécution

L’activité sera réalisée en Côte d’Ivoire et sur le lieu de travail de l’expert.

# Profil requis de l’expert

Qualifications et compétences

* Connaissance des principes de gouvernement ouvert, transparence des gouvernements, lutte contre la corruption, e-gov, administration électronique au sein de l’administration centrale et locale ;
* Connaissance de l’administration décentralisée et des services publics décentralisés
* Connaissance du dialogue avec les Organisations de la Société Civile ;
* Excellentes compétences rédactionnelles.

Expérience professionnelle générale et spécifiques

* Expérience dans la mise en œuvre de projet/activités sur les principes de gouvernement ouvert, transparence des gouvernements, e-gov, administration électronique au sein de l’administration centrale et locale ;
* Expérience de travail avec ou au sein d’une commune ou collectivité territoriale ;
* La connaissance de l’administration et services publics en Côte d’Ivoire sera un avantage ;
* Expérience similaire dans la rédaction de ce type de typologie/guide sera un avantage ;
* Capacité à travailler en milieu interculturel, capacité de mise en perspective des relations autorités/OSC et de faciliter leurs échanges.

# Langue(s) de travail

Français